81 Sears, "The 'Lean' State", 95.
82 W. De Lint, "A Post-modern Turn in Policing: Policing as Pastiche?", *International Journal of the Sociology of Law*, 27 (1999), 134.
83 Parenti, *Lockdown America*, 72. See also M. Davis on the very far-reaching authority given public police in California via anti-gang and Curfew and Truancy laws, *City of Quartz: Excavating the Future in Los Angeles* (New York: Vintage, 1990), 268-274, 284-286.
84 W. Bonefeld, *The Recomposition of the British State During the 1980s* (Aldershot: Dartmouth, 1993), 140, 155-160.
85 See D. Stuart on the significance of Bill C-24, passed by the federal government in June 2001, "Time to Recodify Criminal Law and Rise Above Law and Order Expedience: Lessons from the Manitoba Warriors Prosecution", *Manitoba Law Journal*, 28(1) (2001).
86 G. Trotter, "The Anti-Terrorism Bill and Preventative Restraints on Liberty", in R. J. Daniels, P. Macklem and K. Roach eds, *The Security of Freedom: Essays on Canada's Anti-Terrorism Bill* (Toronto: University of Toronto Press, 2001), 239.
87 Canadian Centre for Justice Statistics, *Police Resources in Canada, 2001* (Ottawa: Statistics Canada, 2002), 15.
88 Toronto Police Services, *Statistical Report* (Toronto: Toronto Police Services, 2001, 1996); Toronto Police Services, *Annual Report* (Toronto: Toronto Police Services, 1999); Toronto Police Services, *Annual Statistical Report* (1992, 1986, 1984); Toronto Police Accountability Coalition, *Submission to the City of Toronto Budget Committee* (Toronto: Toronto Police Accountability Coalition, February 18 2002).
89 Canadian Centre for Justice Statistics, *Private Security and Public Policing in Canada* (Ottawa: Statistics Canada, 1997).
90 See K. Marx, *Capital*, v. 1 (New York: Vintage,1977), 163 on commodity fetishism. His theory of the "mystical" appearance of commodities in capitalist society, obscuring the social relations underlying them, provides a useful conceptual device for understanding the panopticon presentation of policing today as primarily electronic.

Capital et Pouvoir Dans La Pensée Économique; Exploration des Fondements Normatifs de La Théorie Économique

par Marc-André Gagnon

Tous s'entendent normalement pour dire que nous vivons dans une société capitaliste; il est toutefois surprenant de voir à quel point personne ne s'entend sur ce qu'est le capital. Même les économistes, qui ont pourtant monopolisé le concept, n'arrivent à aucun consensus: certains le définissent comme un fonds de salaire, un fonds de rente, un détour de production, des moyens de production, une relation sociale d'exploitation des travailleurs, des sommes d'investissements, la valeur actualisée de flux de revenus futurs, tout bien produit non-consommable, etc. Dans l'analyse économique contemporaine, le capital reste appréhendé par les "fonctions de production" où sa valeur comme facteur de production est déterminée par sa productivité marginale. Néanmoins, les controverses cambridgiennes dans les années 1960 entre Paul Samuelson et Joan Robinson [Voir Jorland, 1995; Harcourt, 1972] ont démontré l'impossibilité logique d'intégrer le facteur capital à la fonction de production de l'analyse néoclassique; la notion de capital reste donc indéterminée dans la théorie économique, encore aujourd'hui. Les économistes, qui n'en sont pas à un paradoxe près, sont donc incapables de rendre compte de la dynamique du capital et de son accumulation.

Mais la théorie économique ne brille pas seulement par son incapacité à rendre compte du capital, une autre notion lui semble absolument étrangère: le pouvoir. Pourtant, dans l'économie réelle, partout on retrouve l'aspect pouvoir: les relations propriétaires-managers, la conquête des parts de marchés, la domination des approvisionnements, les prises de contrôle boursier, la concentration verticale ou horizontale, le lobbying industriel, les conflits ouvriers ou encore le rôle omniprésent du pouvoir politique dans la sphère économique. Néanmoins, comme discipline, l'économie s'est constituée en neutralisant radicalement les rapports de pouvoir dans une volonté de construire une science de type physico-mécanique (économie politique classique) ou encore physico-mathématique (économie néoclassique). Les jeux de pouvoir sont considérés comme des frottements, exactement au sens des forces résiduelles que laisse de côté la mécanique pure. Ce n'est pas aux économistes à en rendre compte, on laisse plutôt la tâche aux politologues ou aux sociologues.

Capital et pouvoir, deux concepts énigmatiques. Nous croyons que seule une réflexion multi-disciplinaire pourrait apporter quelques lumières sur ces notions. Depuis trop longtemps, le concept de capital a été monopolisé par les économistes et les autres sciences sociales n'ont fait qu'en reprendre les

analyses proposées par la "dismal science"[1]. Aussi, depuis trop longtemps la notion de pouvoir a été évincée de l'économie et il s'agit maintenant de réintégrer cette notion au cœur de la théorie économique. Nous croyons que l'incapacité des économistes à analyser convenablement le capital vient du fait que celui-ci ne doit être abordé d'abord et avant tout comme pouvoir. Pour le dire simplement, *l'accumulation du capital serait moins une accumulation de "moyens de production" comme le prétendent les économistes mais plutôt une accumulation de pouvoir, de contrôle sur la production, de contrôle sur les moyens de production.*

Nous proposons ici une réflexion en deux temps. Nous allons d'abord montrer comment la neutralisation du pouvoir dans la théorie économique, à partir d'Adam Smith, se fera grâce à une conceptualisation particulière du capital envisagé uniquement dans le rapport de l'homme avec la nature (le capital en tant que moyen de production) et comment cette neutralisation permettra de poser les fondements paradigmatiques de l'économie politique classique, marxiste et néoclassique. Pour ce faire, en recourant à une analyse internaliste des grands auteurs de la pensée économique, nous analyserons d'abord les conceptions pré-smithiennes du capital pour nous pencher ensuite sur la rupture qu'opérera Adam Smith par une reconstruction morale du concept de capital et, finalement, nous montrerons comment la conception smithienne du capital perdure dans les traditions marxistes et néoclassiques pour nous mener dans l'impasse théorique actuelle en économie. Dans un deuxième temps, nous montrerons que des pistes alternatives ont été avancées, entre autres par des auteurs institutionnalistes (Veblen, Commons) pour penser le capital autrement; mais cela exige la réintégration de la notion de pouvoir en économie, remettant en cause les fondements normatifs de la théorie économique.

Pouvoir & Capital Dans La Pensée Économique Avant Adam Smith

Nous aborderons ici successivement la pensée économique scolastique et la pensée dite "mercantiliste".

- La pensée économique scolastique; débattre le juste prix

La Scolastique fusionne la pensée aristotélicienne et la pensée chrétienne dans un système de doctrines qui s'étend du Xe au XVIIe siècle. Pour les Scolastiques, les prix des biens ne sont pas naturels; ils sont plutôt le résultat d'un marchandage entre deux parties. La question centrale est alors de savoir quel sera le "juste prix" dans une transaction particulière? Si la pensée

[1] "Science ténébreuse", expression consacrée qui qualifiait à l'époque la vision de la science économique proposée par David Ricardo.

économique scolastique évoluera considérablement de Pierre Lombard (XIe siècle) à l'École de Salamanque [XVI-XVIIe siècles] en passant par Thomas d'Aquin [XIIIe siècle], la notion de "juste prix" reste centrale à toute la réflexion économique scolastique.

Le monde économique médiéval se caractérise par divers types d'échanges: les foires commerciales dans les métropoles étaient le chef-lieu du grand commerce et de la haute finance alors que les échanges plus quotidiens pour les biens de subsistance se faisaient sur des marchés locaux où on ne trouve normalement pas de vendeur ou acheteur alternatif; les monopoles ou les collusions entre marchands sont donc monnaie courante dans le monde économique médiéval. Pour éviter l'exploitation des nécessiteux par les marchands en spéculant sur les moyens de subsistance, on établira des "polices des grains" qui chercheront à s'assurer le "juste prix" dans l'échange des denrées essentielles. En fait, les transactions d'échange sont examinées comme des relations personnelles entre deux parties, l'anonymat n'existe pas. L'échange est analysé comme une confrontation entre deux parties inégales, où l'un cherche constamment à contraindre l'autre. Le prix obtenu auquel se déroule l'échange est donc le produit d'une relation de pouvoir et, en contrepied, la réflexion sur le juste prix sert à évaluer si aucune des parties n'a abusé de sa position de force dans chaque transaction particulière. Le juste prix concerne donc que les biens nécessaires à la vie puisqu'on peut toujours se passer des biens de luxe (parler de contrainte devient alors absurde). L'usure est considérée comme étant l'abus par excellence d'une position dominante puisque c'est l'exploitation de la nécessité d'autrui. L'usure est un enrichissement immoral puisqu'elle repose sur le prêt d'un surplus non-nécessaire pour l'un, nécessaire pour l'autre; l'enrichissement est ici exploitation des infortunes d'autrui.[2] Quant au juste prix, ce n'est pas un prix unique; c'est plutôt une fourchette de prix à l'intérieur de laquelle les transactions sont considérées comme justes (et valides).

Rappelons aussi que le concept de propriété n'était pas encore clairement défini; l'idée que nous dominons absolument nos possessions (idée

[2] Toutefois, comme l'explique Langholm [1998, p.63], d'autres arguments contre l'usure sera aussi mis de l'avant: 1-L'argument contre la vente du temps (qui appartient à Dieu) 2-L'argument de possession où l'argent emprunté devient la possession de l'emprunteur et tout profit obtenu doit rester la possession du possesseur d'argent 3-L'argument de consommation (l'argent n'a pas de valeur d'usage) 4-L'argument de la stérilité de la monnaie (la monnaie ne peut se reproduire). L'argument de l'exploitation de l'infortune d'autrui reste néanmoins l'argument essentiel pour dénoncer l'usure dans la tradition scolastique.

venant du droit romain et qui deviendra fondamentale dans la pensée post-scolastique) n'apparaîtra qu'à la fin du XVIe siècle. Dans la structure féodale qui se caractérisait par des liens de dépendance personnelle et par un système hiérarchisé de propriété foncière, l'individu était moins propriétaire de ses biens que le gardien momentané des biens de son domaine tel que déterminé selon sa positiondans la hiérarchie. Toute chose appartient à Dieu, et ce ne serait que vanité de prétendre posséder quelque chose en propre. Même pour Thomas d'Aquin qui considèrera la propriété privée nécessaire pour vivre, l'usage des choses reste commun: *propriété privée, usage commun*. En fait, cette formule soulignait ce qu'il était convenu d'appeler "le devoir de charité"; si un individu est en situation de nécessité, un individu possédant du superflu avait le devoir de donner ce superflu au nécessiteux. Quant à la monnaie, elle reste fondamentale à l'échange; le "prix naturel" (prix absolu d'une marchandise exprimé par exemple en termes de quantité de travail incorporé) n'existe pas, le prix exprime toujours une relation d'échange entre des biens et une somme d'argent. Puisque prix et monnaie sont inséparables et que la monnaie ne trouve sa signification que dans l'acte de mesure des biens, trois conséquences importantes doivent être mises en perspectives [Tortajada, 1992, pp.76-79]: 1-il faut défendre l'invariabilité monétaire en s'opposant aux mutations et manipulations monétaires 2-l'évaluation du rapport d'échange entre deux monnaies (taux de change) est un non-sens puisqu'il est absurde d'échanger une mesure pour une autre 3-puisque la monnaie mesure les biens, une théorie de la valeur est simplement inutile pour fonder la commensurabilité des marchandises.

L'enjeu des débats économiques scolastiques n'a rien à voir avec l'efficience économique, il est plutôt question de justice économique. Chaque transaction est considérée dans sa singularité pour déterminer sa validité morale: y a-t-il eu collusion ou monopole? a-t-on soumis une des parties à la coercition économique. En fait, un des mots clés de la littérature scolastique était *caristia indicatur* (provoquer la rareté) [Langholm, 1998, p.90]: l'appétit pour le profit personnel provoque-t-il de la rareté dans cette transaction particulière, est-il dommageable pour la communauté? La pensée économique scolastique est donc d'abord et avant tout un débat sur l'existence de la contrainte, de la coercition, de l'abus de pouvoir dans les transactions économiques. Si cette contrainte peut se faire contre le vendeur ou l'acheteur, le vendeur est normalement plus puissant puisque, normalement, il a un besoin d'argent moindre que le besoin de l'acheteur à obtenir les marchandises. En fait, le problème économique principal discuté est celui des transactions stratégiques par les marchands pour affamer des villes ou villages afin d'augmenter les prix et les profits. Le capital d'un marchand n'était donc pas composé de "moyens de production", *son capital devait être entendu comme son pouvoir de monopole, sa capacité à créer de la rareté* (et non pas de la richesse). Mais, en bout de ligne, ce qui distinguait entre contrainte et juste équilibre de pouvoir respectant

le juste prix retombait normalement une question de jugement. En fait, toute la question de l'éthique économique scolastique en revenait à une question de jugement normatif.

- La pensée économique dite "mercantiliste"; la logique de puissance

Au niveau de la pensée économique, on considère normalement le mercantilisme comme une doctrine économique qui se serait étendue du XVIe au XVIIIe siècle. Cette période regroupe pourtant des auteurs aussi divers que Bodin, Montchrestien, Malynes, Misselden, Mun, Petty, Locke et Child qui ont débattu des meilleurs moyens pour assurer la richesse et la puissance de l'État, mais aucun d'entre eux ne s'est prétendu mercantiliste et la diversité des points de vue ne permet pas de penser qu'on y trouve cohérence doctrinaire. Plutôt que de doctrine, il faut donc parler de corpus mercantiliste. Les auteurs mercantilistes, souvent des marchands, réclament en fait que la puissance politique de l'État serve d'appui pour les marchands, à travers des systèmes de monopoles et de privilèges tels les compagnies à charte, afin que ceux-ci puisse maximiser leurs gains. La raison en est simplement que l'on considère que si nos marchands nationaux s'enrichissent à l'étranger, c'est l'ensemble de la nation qui en profitera. Bref, la puissance politique de l'État permet d'augmenter l'enrichissement de ses marchands, qui permettent à leur tour l'enrichissement de la nation et la croissance de la puissance nationale.

Mais le mercantilisme est d'abord un repoussoir, une création de philosophes et économistes libéraux qui cherchaient à dénoncer la collusion entre les marchands et l'État dans le vaste système économique de privilèges et de monopoles de l'Ancien Régime. Le physiocrate Quesnay dénonçait à cet égard le "système des commerçants" (Article "*Hommes*", 1757), son disciple Turgot, contrôleur général des finances de Louis XVI, critiquait le "système de monopole" (1776), mais c'est Adam Smith qui sera le véritable théoricien de ce repoussoir où il donne (artificiellement) une cohérence d'ensemble aux auteurs des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles. Dans le livre IV de sa *Richesse des Nations* [1776], Smith s'attaque longuement au "système mercantile".

Pour les économistes libéraux, le mercantilisme doit être dénigré pour deux raisons. D'abord, en voyant les métaux précieux comme le véritable symbole de la puissance des nations (l'argent permet de financer les guerres...), les mercantilistes confondent monnaie et richesse en considérant le stock d'or au sein des frontières nationales comme la véritable richesse du pays; de là ils confondent une balance commerciale favorable (entrée d'or) avec une balance favorable du revenu sur la consommation (épargne), c'est-à-dire qu'ils confondent accumulation de monnaie et accumulation de capital (épargne servant à financer une production future). Basé sur cette double confusion, le système mercantile ne peut donc être qu'une sorte de complot des marchands et

manufacturiers qui, en trompant l'État dans ses politiques économiques, assouvissent leurs intérêts particuliers au détriment du bien public. Tout le système de la liberté naturelle de Smith défendu dans la *Richesse des Nations* cherchera donc à détruire les privilèges et les monopoles favorables aux marchands en montrant que la simple concurrence des intérêts particuliers sans intervention de l'État conduit au plus grand bien être pour tous (la main invisible). Smith opposera donc au jeu à somme nulle de l'économie mercantiliste (ce que l'un gagne l'autre le perd), le jeu à somme positive du système de la liberté naturelle (tous profitent de l'échange).

Aux yeux de Smith, le parfait représentant de la doctrine mercantiliste qu'il dénonce est Thomas Mun, directeur de la Compagnie Anglaise des Indes Orientales et auteur de l'ouvrage *England's Treasure by Forraign Trade* [1664]. Dans cet ouvrage rédigé vers 1625, Mun édicte une série de règles à suivre pour enrichir le pays en maintenant un système de monopoles et de privilèges pour les Compagnies à charte (dont la sienne), c'est-à-dire les corporations recevant des droits spéciaux de l'État tels l'assistance militaire ou le monopole du commerce avec des régions du monde. L'État doit maintenir une balance du commerce favorable en réduisant l'importation de biens manufacturés, en vendant chers aux étrangers ce qu'ils ne peuvent se procurer ailleurs et en vendant à bas prix s'il y a concurrence (on parlerait aujourd'hui de "dumping"). De plus, il faut promouvoir l'industrie nationale en important les matières premières à bas prix tout en élevant des barrières tariffaires contre les produits compétitifs afin de maximiser l'emploi domestique tout en encourageant la croissance de la population pour maintenir une pression à la baisse sur les salaires.

Beaucoup d'encre a coulé pour déterminer si les auteurs dits mercantilistes confondaient réellement monnaie et richesse. Si l'*Utopie* de Thomas More [1516] faisait déjà la satyre d'une telle croyance et que d'autres auteurs s'en détachaient, Jacob Viner [*English Theories of Foreign Trade Before Adam Smith*, 1937] fait toutefois la démonstration convaincante que la grande partie du corpus mercantiliste n'est compréhensible que si on admet qu'une telle confusion a perduré chez ces auteurs. Quant à l'idée de collusion entre les marchands et l'État, il faut admettre que la plupart des auteurs défendaient des intérêts commerciaux particuliers et plusieurs pamphlets mercantilistes réclament en fait plus de liberté pour les marchands nationaux et plus de contraintes pour les étrangers et les ouvriers. Mais si la richesse et la puissance de l'État dépendent de la quantité d'or au pays, l'État doit donc favoriser le commerce et défendre ses marchands, comme l'explique le mercantiliste français Montchrestien dans son *Traicté de l'oeconomie politique* (1615): « Les marchands sont plus qu'utiles à l'État, et leur souci de profit qui s'exerce dans le travail et l'industrie fait et cause une bonne part du bien public. Pour cette raison on doit leur permettre l'amour et quête du profit ». Bien sûr, ces marchands doivent être nationaux: « Les marchands étrangers sont comme

des pompes (...), ce sont des sangsues qui s'attachent à ce grand corps de la France, tirent son meilleur sang et s'en gorgent ».

Mais on ne peut comprendre la pensée mercantiliste sans comprendre la logique de puissance qui se trouve derrière. Ce n'est qu'à la lumière des rivalités de puissance de l'époque que l'on peut comprendre l'assertion de Colbert, secrétaire d'État de Louis XIV [cité in Deyon, p.100]: « les compagnies de commerce sont les armées du roi et les manufactures de France sont des réserves ». Les découvertes de nouveaux mondes forcent l'accélération des activités économiques et les États nationaux centralisés émergents, anxieux de consolider leur puissance, vont être amenés à entretenir la croissance économique, à augmenter les recettes fiscales et à améliorer les structures administratives du pays. Comme l'explique l'économiste suédois Hecksher dans son grand ouvrage *Mercantilisme* [1931-1932], la protection de l'industrie nationale, les prohibitions, les monopoles, les réglementations monétaires sont les moyens d'une politique d'unification et de puissance. Le commerce permet d'obtenir de l'argent nécessaire à la guerre: « l'argent est le nerf de la guerre », défendra Colbert. L'État met donc toute sa puissance pour soutenir le commerce afin d'augmenter davantage sa puissance. En fait, comme l'explique l'historien Fourquet [2002], richesse et puissance vont de pair. Par exemple, le capital n'est pas entendu, comme le prétend la théorie économique contemporaine, en termes de moyens de production où le revenu du capital est le pendant d'une contribution productive au bien-être de la société. C'est ici uniquement un outil de puissance, un moyen de capter des revenus, quitte à ce que ce soit au détriment des autres. Pour reprendre la définition du grand historien du capitalisme Fernand Braudel, le capitalisme est alors « accumulation de puissance (qui fonde l'échange sur un rapport de forces autant et plus que sur la réciprocité des besoins), un parasitisme social » [cité in Fourquet, p.124].

Puisque la puissance ne peut se saisir que dans une logique différentielle, l'image du jeu à somme nulle s'avère alors inexacte, il faudrait plutôt parler de jeu différentiel où le but est de maximiser la différence proportionnelle entre soi et autrui, et non pas d'augmenter sa richesse/puissance dans l'absolu. Par exemple, le juriste anglais Coke [1675, cité in Keynes, p.342], reprenant un argument déjà avancé par des auteurs plus importants tels Petty: «Pourvu que notre trésor soit supérieur à celui des nations voisines, peu m'importe qu'il tombe au cinquième de son montant actuel ». Cette vision de l'économie dans les termes de logique de puissance aura pour effet de soulever une forte réaction parmi les philosophes des Lumières. Ainsi, le XVIIIe siècle verra lentement émerger une tradition économique libérale qui cherchera à se démarquer des jeux de puissance. Si les contributions d'auteurs comme Boisguilbert, Cantillon, Quesnay, Turgot sont des plus importantes, le premier véritable système économique libéral verra le jour sous la plume d'Adam Smith qui, tout en s'attaquant au "système mercantile", posera les bases de la théorie économique moderne.

Adam Smith: Évacuer Le Pouvoir De La Réflexion Économique

Pilier fondateur de la vision libérale de l'économie, *La Richesse des Nations* (1776) d'Adam Smith est d'abord et avant tout une attaque virulente contre le "système mercantile" auquel il oppose son système de la liberté naturelle fondé sur la métaphore de la main invisible. L'économie politique de Smith, ancrée dans la philosophie morale, se caractérise par la dissociation d'un critère d'optimum social pour l'économie (la détermination des prix naturels) du mécanisme déterminant les prix de marché. Smith montre comment la concurrence, i.e. la liberté naturelle dans les transactions économiques, permet, comme une main invisible, de dégager un système de prix correspondant plus ou moins aux "prix naturels" des marchandises. Les prix naturels correspondent aux exigences de justice, ce sont les justes prix, mais ce sont aussi les prix optimaux permettant la plus grande croissance de la richesse des nations. Tout prix de marché, grâce à la concurrence, finira en bout de ligne par graviter autour des prix naturels.

- Le marché comme solution au problème de la genèse du jugement moral

Au début du XVIIIe siècle, Mandeville [1714] fut un des précurseurs du libéralisme économique en défendant l'idée que les vices privés font les vertus publiques. Les propos de Mandeville étaient d'autant plus choquants qu'il faisait une apologie du luxe. Les dépenses de luxe des riches créent une demande de travail qui fournit un salaire aux pauvres. Les vices des riches assurent donc la survie de tous. Mais le luxe garde une connotation immorale chez Mandeville; il faudra attendre Smith pour que le désir de l'enrichissement illimité devienne moralement acceptable et socialement bénéfique.

Dans la Théorie des Sentiments Moraux [TSM, 1759][3], Smith s'attaque au problème posé par Hume sur la genèse du jugement moral [Diatkine, pp. 16-40]: comment le jugement moral peut-il devenir règle de justice? Smith cherche à montrer l'immédiateté du jugement moral (comment il est engendré par nos sensations), sa généralité (comment il est partagé par tous)

[3] La première publication de la TSM date de 1759 mais Smith rééditera son ouvrage en le révisant et l'augmentant en 1761, 1767,1774 et 1781. L'interprétation selon laquelle la TSM formerait une œuvre de jeunesse axée sur la moralité incompatible avec l'emphase sur l'égoïsme de la RDN (Das Adam Smith Problem) n'est pas valide. Il semble plus juste de considérer les deux ouvrages comme les fruits de réflexions menées en parallèle par Smith.

et son caractère obligatoire. Au cœur des débats des Lumières Écossaises, Hume défendait dans le Troisième livre de son *Traité sur la Nature Humaine* consacré à la morale [1739-1740] que la morale, engendrée par nos sensations, est incapable de déterminer les règles de justice. La justice ne peut donc être qu'artifice nécessaire, une vertu artificielle, une convention. En effet, la raison ne peut dicter les règles de justice puisqu'elle est "esclave des passions". La justice ne peut non plus être induite par les sentiments, comme le prétendait Hutcheson, puisque la sympathie (notre capacité à se mettre dans la peau d'autrui) est nécessairement partiale. Contre Hume, Smith cherche à montrer que le jugement moral peut devenir règle de justice par la mécanique de la double sympathie du spectateur impartial. Par une double sympathie, je peux non seulement me projeter dans la peau d'un autre pour ressentir ses émotions (sympathie classique du XVIIIe siècle), je peux aussi me projeter dans la peau d'un autre qui regarderait et jugerait mes actions. Ainsi, si je commets une mauvaise action dans le plus grand secret, je reste rempli d'un sentiment de culpabilité. Le jugement moral du spectateur impartial peut donc être immédiat et général. Cette possible généralité du jugement moral permet de déterminer les prix naturels des marchandises, les bons prix des choses, ce qu'elles devraient coûter pour être justes et assurer la plus grande croissance de la richesse de la nation.

Mais seul le philosophe, en respectant une série de règles édictées dans la TSM, peut arriver au stade de spectateur impartial. Que faire du reste de la population, comment atteindre la généralité du jugement moral puisque près de l'ensemble de la population ne se hissera jamais au rang de philosophe? Le problème pour Smith est donc de savoir comment des individus qui ne recherchent pas le bien commun, ne serait-ce que parce qu'ils ne savent pas en quoi il consiste, peuvent néanmoins coexister et former une société. En d'autres termes, l'intérêt général suppose-t-il la vertu de chacun ou est-ce que la généralité du jugement moral peut être atteint sans que les individus recherchent la vertu?

La réponse de Smith sera que dans le domaine économique, à certaines conditions, le marché fait en sorte que chacun agisse de manière vertueuse sans même connaître la substance de cette vertu. En ce qui a trait au peuple, la main invisible du marché peut et doit remplacer le spectateur impartial. Chacun en cherchant son propre intérêt est conduit à servir le bien commun. Si les prix naturels ne peuvent être imposés sur l'économie, Smith montre comment le libre-marché concurrentiel peut faire de sorte que les prix de marché tendront nécessairement vers les prix naturels, comment ils "graviteront" autour des prix naturels [RDN, Livre 1, chap.7]. Smith dissocie donc la détermination des justes prix optimaux pour la richesse des nations (les prix naturels) du mécanisme de détermination des prix par le marché. Le juste prix n'a donc pas besoin d'être imposé selon les conditions particulières de

l'échange pour revêtir un caractère obligatoire, il peut être obtenu grâce à la simple liberté naturelle sur un marché anonyme.

Néanmoins, pour que cette construction morale du marché puisse être possible, Smith doit expliquer comment le marché peut déterminer des prix correspondant aux prix naturels alors que les agents économiques sont encore en possession de pouvoirs économiques. Smith doit donc désamorcer le concept de pouvoir. Mais, pour en arriver là, Smith doit d'abord s'attaquer à ce que Hume appelait "la passion destructrice de toute société" puisqu'elle ne possède pas de contraire: le désir de l'enrichissement illimité (la cupidité). Vice principal de toute société selon Hume, la cupidité, qui conduit aux pires inégalités, doit aussi être désamorcée.

-Désamorcer cupidité et pouvoir; la construction morale du capital

Comment Smith fait-il pour désamorcer le concept de cupidité? Simplement en mettant de l'avant son concept de capital, Smith transforme le vice en vertu. L'enrichissement ne conduit pas au délabrement moral, au contraire, il est maintenant le résultat d'une vertu: l'épargne, le sacrifice de non-consommation. Les accumulateurs de capital, n'accumulent plus pour dépenser dans le luxe, ils accumulent des moyens pour mettre au travail des salariés pour qu'ils produisent plus de richesses qui serviront à mettre plus de salariés au travail, etc. Ils accumulent pour accumuler, irrationnellement. Est-ce à dire que le fils d'un homme pauvre qui épargnerait et accumulerait toute sa vie pour sortir de la pauvreté est irrationnel? C'est exactement ce que Smith défend lorsqu'il dit qu'un tel homme, à la fin de sa vie [TSM, pp.209-210]:

> "dans les langueurs de la maladie et de la vieillesse, les plaisirs de la vanité et des frivoles distractions s'évanouissent; celui qui est atteint de ces langueurs mortelles ne trouve plus la grandeur et la richesse dignes des pénibles poursuites dans lesquelles il s'est engagé. [...] Le pouvoir et la richesse lui paraissent alors ce qu'ils sont effet, d'énormes et fatigantes machines. [...] Si nous considérions la satisfaction réelle que ces biens peuvent donner en eux-mêmes, [...] ils nous apparaitraient toujours méprisables et superflus."

Cette quête insatiable et inutile, c'est l'accumulation du capital et elle se fait par des gens victimes d'une illusion. Mais cette illusion est heureuse puisque [TSM, p.211]:

> "elle excite l'industrieuse activité des hommes dans un mouvement continuel. C'est cette illusion qui leur fait cultiver la terre de tant de manières diverses, bâtir des maisons au lieu de cabanes, fonder des villes immenses, inventer et perfectionner les sciences et les arts, qui élèvent et charment l'existence. C'est cette illusion, surtout, qui a entièrement changé la face du globe."

L'enrichissement dépend de l'épargne. L'enrichissement illimité est donc compatible avec l'intérêt de tous, à condition qu'il prenne la forme de l'accumulation du capital en tant que fonds de vivres à offrir aux employés. La capacité d'enrichissement, la capacité de revenu, correspond alors exactement à la capacité de production. Tout revenu capitaliste est nécessairement productif, et la valeur du capital doit correspondre à sa capacité de production. Le capital est un moyen de production et sa valeur correspond à sa productivité. L'accumulation conduit ainsi au plus grand bien-être pour tous.

À noter que, deux siècles plus tard, Hayek défend exactement la même chose [*La présomption fatale,* 1988]:

> "Lorsque le marché indique à un entrepreneur individuel qu'il peut gagner plus de profit en agissant d'une façon déterminée, il lui donne la possibilité tout à la fois d'agir dans le sens de ses propres intérêts et d'apporter à la collectivité une contribution plus importante que toutes celles qu'il pourrait fournir de toutes les autres façons possibles"

La force du raisonnement de Smith et de Hayek, est que la capacité d'enrichissement, autrefois conçue comme étant déterminée par son pouvoir sur autrui, se voit conceptualisée en termes de pouvoir à produire des biens qui serviront à tous. Le capital, autrefois pouvoir sur autrui, devient simplement pouvoir sur la nature, i.e. pouvoir de production, moyen de production, moyen de servir autrui. L'enrichissement personnel est donc nécessairement le produit dérivé de la contribution au bien-être de la société. En cherchant à maximiser ses profits en investissant dans les secteurs les plus rentables, l'investisseur apporte donc à la collectivité une contribution plus importante *que toutes celles qu'il pourrait fournir de toutes les façons possibles*. Évidemment, parmi tous les présupposés d'un tel raisonnement, on trouve postulée l'idée que toute

contribution individuelle à la communauté ne peut se faire que par l'intermédiaire de la marchandise; si la production de la marchandise maximise le bonheur de la communauté, le corrélat immédiat est que le bonheur n'est possible que par la consommation de marchandises. Il faudra toutefois attendre Marx pour que ce problème soit soulevé.

Mais qu'est-ce que le capital de manière tangible? Pour Smith, le capital est un fonds de vivres, une richesse nous permettant de commander le travail d'autrui. D'où découle sa définition de richesse réelle. Dans la *Richesse des Nations* (RDN), Smith cite Hobbes:

> *Richesse c'est pouvoir*, a dit Hobbes; mais celui qui acquiert une grande fortune ou qui l'a reçue par héritage, n'acquiert par là nécessairement aucun pouvoir politique, soit civil, soit militaire. [...] Le genre de pouvoir que cette possession lui transmet immédiatement et directement, c'est le pouvoir d'acheter; c'est un droit de commandement sur tout le travail d'autrui. [RDN, p.100]

Smith cite mal Hobbes puisque ce dernier a plutôt dit [*Leviathan*, chap. X] : "Wealth, joined with liberality, is power". En fait, pour Hobbes, c'est la réputation, l'émulation sociale de prodigalité qui assure un pouvoir puisqu'elle forge des amitiés. Smith lui fait dire le contraire puisqu'il cherche plutôt à réduire tout type de pouvoir économique au simple pouvoir d'achat, à l'acte d'échange lui-même. Mais le pouvoir d'achat, en tant que pouvoir à commander le travail d'autrui, n'est-ce pas là le pouvoir par excellence sur autrui? Oui et non. Effectivement, c'est le pouvoir sur autrui par excellence mais ce pouvoir d'achat est désamorcé dans l'échange puisque tout échange sur le marché libre en concurrence assure que les biens sont échangés dans l'égalité de leur valeur. Les richesses, en tant que pouvoir d'achat, sont nécessairement échangées pour un autre pouvoir de magnitude identique et, on le sait, deux pouvoirs égaux s'annulent par définition. La sphère économique ne recèle donc qu'un seul type de pouvoir, le capital en tant que pouvoir sur la nature, en tant que capacité d'extraire des marchandises de la nature. En fait, Smith sait bien qu'il existe d'autres types de pouvoir économique en place (privilèges et monopoles) mais son système de la liberté des échanges cherche justement à montrer comment la destruction des pouvoirs de marché et privilèges, c'est-à-dire la destruction du pouvoir des marchands, servirait l'intérêt général.

Ainsi, cette construction morale du concept de capital chez Smith apporte cinq conséquences d'importance:

1- Il permet de solutionner le problème du fondement du jugement moral.

2- Il permet de désamorcer le vice destructeur de toute société (la cupidité).

3- Il permet de conceptualiser l'économie non plus en termes de jeu de pouvoir sur autrui (jeu à somme nulle ou différentielle) mais plutôt en termes de pouvoir sur la nature (jeu à somme positive), en termes de capacité de production.

4- Il permet d'attaquer de front le système mercantile comme système allant à l'encontre du bien commun.

5- Il permet de fonder l'économie politique en tant que discipline en montrant que la liberté dans l'échange conduit nécessairement au plus grand bien-être pour tous (marché auto-régulateur).

Le champ de l'économie politique classique s'ouvre donc avec Smith grâce à une conception particulière du pouvoir dans l'économie. Un pouvoir dans l'échange tout à fait désamorcé pour conserver qu'un pouvoir de production sur la nature. On a donc toute une construction théorique où la liberté dans les échanges assurent justice et progrès car le revenu du capital privé correspond nécessairement à sa productivité sociale. Nous sommes au cœur des fondements normatifs de la main invisible du marché.

Modélisation Néoclassique; Nouvelle Théorie, Mêmes Premisses

À la suite de Smith, Ricardo est sûrement l'économiste classique le plus important. Ricardo est bien connu pour ce que Schumpeter appelait le "vice ricardien", c'est-à-dire cette propension à conceptualiser l'économie sous forme de modèle fondé sur un ensemble d'hypothèses. Toute la réflexion économique est réduite à une série de postulats à partir desquels on construit des modèles. Si Smith propose toute une construction morale de l'économie politique, Ricardo transforme cette construction en une série de postulats posés et naturalisés au départ de l'analyse. Le prix naturel est défini par Ricardo en tant que "difficulté de production" [*Principles*, chap. 20], donc valeur et capital sont déterminés uniquement dans la relation entre l'homme et la nature (la difficulté d'extraire des produits de la nature). Les conclusions smithiennes, corrigées par Ricardo sur des points de détail, sont simplement posées au départ.

Il en va de même pour les néoclassiques qui maintiennent les mêmes postulats smithiens tout en modifiant la théorie de la valeur. Plutôt que de valeur-travail, correspondant à la difficulté de production, la valeur est maintenant déterminée par l'utilité marginale des marchandises (le prix d'une marchandise correspondra à l'utilité de la dernière unité consommée de cette marchandise). En postulant une utilité marginale décroissante dans la

consommation et des rendements marginaux décroissants dans la production, la maximisation de l'utilité des agents peut facilement être déterminée par le calcul dérivé. Foncièrement basée sur la maximisation d'utilité (Max U), le modèle néoclassique se prête donc tout à fait à une formalisation mathématique à outrance. Comme chez Ricardo, on pose des postulats de départ et les mathématiques nous permettent de déterminer le comportement rationnel des agents hédonistes qui leur permettra de maximiser leur utilité. Évidemment, si les faits démentent les résultats théoriques, ce sont les faits qui ont tort. Comme le défendait Pantaleoni [1889], professeur de Pareto: « Que l'hypothèse hédonistique et psychologique, d'où se déduisent toutes les vérités économiques, coïncide, ou non, avec les motifs qui déterminent réellement les actions des hommes, c'est là une question qui ne touche point à l'exactitude des vérités ainsi déduites. »

De la même façon, l'économie néoclassique se distingue par sa volonté à évacuer le pouvoir en économie. Dans son modèle de l'équilibre général, Léon Walras [1874] construit le marché sur un modèle physico-mathématique. On est dans le monde de l'économie pure, de la concurrence pure et parfaite. Walras veut montrer comment, dans ces conditions, le marché redistribue de façon optimale l'utilité des produits aux agents. L'intervention politique reste extérieure au modèle. Mais, pour Walras, il est clair que la dotation finale des agents (leur situation après l'échange) dépend fondamentalement de leur allocation initiale (leur situation avant l'échange), donc des règles de propriété en amont de l'échange. Mais, on l'oublie trop souvent, Walras est un socialiste; en plus de son ouvrage *L'économie politique et la justice* [1860], il consacrera toute son *Économie Sociale* [1896] à la question de l'établissement de l'égalité des agents avant l'échange. En termes contemporains, si on suit le raisonnement de Walras, on peut montrer qu'avec une allocation égale des agents avant l'échange, l'échange de marché peut redistribuer les biens de sorte que tous les agents optimiseront leur utilité et qu'aucun agent ne serait prêt à échanger l'ensemble de ses biens pour l'ensemble des biens de quelqu'un d'autre. On en arrive donc à une situation de non-envie, où personne ne peut envier la situation économique de son voisin. Dans un monde égalitaire, le marché assurerait donc une situation optimale pour tous dans le respect des règles de justice. Notons que la philosophie politique libérale contemporaine, par exemple Dworkin et son modèle d'enchères originelles [1981], affirme exactement la même chose.

Les successeurs de Walras considéreront toutefois que les règles de propriété en amont de l'échange relèvent plutôt de la politique; l'économie ne devant s'occuper que de l'échange lui-même. Ainsi, Pareto [1896-1897] en vient à proposer son critère d'optimalité qui se veut endogène au processus même de l'échange, sans dépendre des conditions externes de celui-ci. L'optimum au sens de Pareto, rappelons-le, est que l'affectation des ressources

est optimale si aucun autre échange ne peut être effectué pour améliorer la situation d'au moins un des agents sans léser aucun des autres agents. L'optimal au sens de Pareto s'inscrit de plein pied dans une démarche normative. Et il suffira à Pareto [1906] de reprendre les analyses d'Edgeworth [1881] sur les courbes d'indifférence et la négociation de contrats pour démontrer que tout équilibre général walrassien est nécessairement optimal au sens de Pareto et que tout optimum au sens de Pareto est nécessairement un équilibre général walrassien. Les Néoclassiques sont alors dotés non seulement d'une théorie économique logiquement et mathématiquement imparable, ils sont aussi dotés d'une véritable machine de guerre idéologique pour vanter les mérites du marché. Mais, comme chez Smith, cette machine de guerre dépend fondamentalement d'une conception du capital en tant que moyen de production où la rentabilité du capital doit correspondre à sa productivité.

-La débâcle de la fonction de production

Chez les Néoclassiques, comme chez les Classiques, le capital reste assimilé à une capacité de production mais sa valeur est déterminée non plus en termes de temps de travail socialement nécessaire pour le produire mais plutôt en termes de productivité marginale. Les Néoclassiques, à partir de John Bates Clark [1899], en arrive à une fonction de production: Q=F(L,K), c'est-à-dire que le produit (Q) est fonction (F) de la quantité de travail (L) et de capital (K) nécessaires à sa production selon les techniques données. La productivité (en unité monétaire) de la dernière unité d'un des deux facteurs de production détermine le coût unitaire de ce facteur. Ainsi, si la dernière unité de travail dégage un produit supplémentaire d'une valeur de 10$, toutes les unités de travail valent 10$. Néanmoins, suite aux longues controverses cambridgiennes à ce sujet, Joan Robinson [1953-1954] a démontré que si le raisonnement était plausible pour le facteur travail, il était intenable pour le facteur capital. En effet, le travail peut se calculer en termes d'unité de travail, i.e. en heures de travail (quoique que l'homogénéité des heures de travail peut aussi, et devrait, être remises en cause). Si on considère que les heures de travail sont des unités homogènes, on peut défendre l'idée que si la dernière heure ou unité de travail a eu une productivité de 10$, le coût unitaire du travail, déterminé par sa productivité marginale, est alors de 10$. Le problème est que le capital, formé d'éléments matériels hétérogènes, n'a pas d'unité de commune mesure (on ne peut le mesurer au temps, au poids ou au volume). Pour agréger les biens capitaux, il faut donc les agréger en valeur, et l'unité de capital sera donc une unité exprimée en monnaie. On peut donc parler de la productivité de 1$ de capital. Mais, selon la théorie néoclassique du coût des facteurs de production, la valeur du capital doit être déterminée au contraire par sa productivité marginale. Si l'unité de capital est exprimée en monnaie, cela signifie que la valeur du capital détermine sa productivité (si le prix du capital double, 1$ de

capital sera moins productif que lorsqu'il coûtait moins cher). Nous sommes donc prisonniers d'un raisonnement circulaire où le coût doit déterminer la productivité et où la productivité doit déterminer le coût. On peut continuer à croire que le capital est un facteur de production, mais sa mesure est indéterminée et on ne peut donc l'insérer dans aucun calcul économique. Au milieu des années 1960, Paul Samuelson, le grand défenseur de la théorie néoclassique du capital, concèdera la défaite en disant que lorsqu'elle parlait de capital, la théorie néoclassique ne savait pas de quoi elle parlait mais que, néanmoins, elle allait continuer à croire au capital en tant que fable et faire "comme si" la fonction de production était valide. Quarante années plus tard, nous en sommes toujours dans la même impasse.

Chez Smith et chez Walras, ou plutôt chez les Classiques et les Néoclassiques, on trouve donc deux points communs fondamentaux: 1-le pouvoir est évacué du raisonnement économique 2-le capital est conceptualisé en termes de productivité. À partir de ces deux propositions, le jeu économique est donc nécessairement bénéfique (jeu à somme positive) et l'accumulation du capital est assimilée à une accumulation de bien-être pour tous puisque toute accumulation de capital signifie une augmentation de biens produits pour la collectivité. Pour nous, l'idée que la valeur du capital correspond à sa productivité doit être entendue dans son aspect normatif, en tant que machine de guerre idéologique qui permet de prétendre que la maximisation des profits est nécessairement bénéfique pour tous. C'est sur ce point précis que se trouve cristallisée toute l'idéologie du discours économique. L'impératif de croissance qui sert de crédo aux différents gouvernements repose ainsi sur la notion implicite que le capital est nécessairement productif. Nous sommes ici au cœur de l'idéologie libérale. Toute argumentation en termes d'efficience économique repose sur cette idée implicite: maximiser la création de valeur, c'est maximiser le bien-être de tous. La comptabilité nationale repose encore aujourd'hui sur cette prémisse.

Marx; Réintégrer Le Pouvoir Au Coeur De L'économie: Constat D'échec

Et si la capacité du revenu du capital ne correspondait pas à sa productivité? Et si les jeux de pouvoir économique faisaient en sorte de détacher le revenu du capital de sa productivité? Et si le capital ne produisait pas seulement des biens, s'il pouvait aussi, comme avant le XVIIIe siècle, produire de la rareté afin d'augmenter prix et profits? Et si le pouvoir du capital n'était pas seulement un pouvoir de production sur la nature mais aussi un pouvoir social, un pouvoir sur les autres? Réintégrer la notion de pouvoir en économie, ramener la notion de politique dans l'expression "économie politique", nous conduit en fait en remettre en question radicalement le principe normatif sur lequel s'est ébauchée la théorie économique depuis Smith. Deux

auteurs en particulier ont tenté de théoriser les rapports de pouvoir en économie: Marx et Veblen. Ces deux auteurs ont aussi conceptualisé le capital de manière radicalement différente.

Chez Marx, l'économie se partage en deux domaines: l'échange (phénomène de surface) et la production (le laboratoire secret du capitaliste...). Pour Marx [Capital, p.198], les jeux de l'échange sont sans pouvoir, exactement comme chez Smith:

> "La sphère de la circulation ou de l'échange des marchandises, entre les bornes de laquelle se meuvent l'achat et la vente de la force de travail, était un véritable Eden des droits innés de l'homme. Ne règnent ici que la Liberté, l'Égalité, la Propriété et Bentham. [...] Chacun s'occupe de ses propres affaires, et personne des affaires d'autrui, [et] tous, sous l'effet d'une harmonie préétablie des choses ou sous les auspices d'une providence futée à l'extrême, accomplissent seulement l'œuvre de leur avantage réciproque, de l'utilité commune, et de l'intérêt de tous."

Marx montre en fait que c'est dans le respect total des règles de l'échange, en concurrence pure et parfaite, que le capitaliste assure sa domination sur l'ouvrier. Le travailleur libre sur le marché libre, contraint à vendre sa force de travail à son prix d'échange (son coût de reproduction) pour se procurer le nécessaire à sa subsistance, travaille pour le capitaliste qui s'approprie légalement les produits de son travail. La valeur de toute chose dépend du temps de travail socialement nécessaire à la reproduire et le capitaliste paie la force de travail au coût de sa reproduction mais l'ouvrier travaille plus longtemps que le temps de travail socialement nécessaire à se reproduire. Il crée donc une plus-value, accaparée par le capitaliste. L'extraction de la plus-value, l'exploitation, se fait dans le système capitaliste sans aucune coercition. C'est dans le respect de l'égalité et de la liberté bourgeoise que se reproduit une domination systémique d'une classe sur une autre.

L'analyse de Marx est grandiose mais il existe un problème majeur: toute sa construction analytique, la détermination de la valeur, reste construite sur la notion de productivité (temps de travail socialement nécessaire). Marx montre l'existence d'un pouvoir social d'une classe sur une autre mais sa théorie économique reste construite sur l'idée que la productivité détermine la valeur. Le capital, en tant que moyen d'exploiter les travailleurs, reste un moyen de

production, un pouvoir sur la nature pour créer des marchandises, même s'il est utilisé ensuite dans des rapports sociaux qui font en sorte de soumettre une classe à une autre. La valeur du capital reste déterminée par sa capacité de production et les rapports de pouvoir sont plutôt déterminés par le mode d'appropriation de cette capacité de production. Si la critique sociale du système marxien est valable, la construction analytique de l'économie sur laquelle elle repose contient les mêmes prémisses que chez Smith ou Ricardo. Marx, en dénonçant le capitalisme industriel, a toutefois intégré la même conception morale du capital partagée par les économistes depuis Smith.

Donc, Classiques, Néoclassiques et Marxistes en restent au même raisonnement que l'on peut diviser en deux propositions:

1-La valeur du capital dépend de sa capacité de revenu.

2-Cette capacité de revenu est déterminée par la productivité.

Une chose doit être claire: nous ne remettons aucunement en doute le bien-fondé de la première proposition, nous croyons tout à fait que la valeur du capital dépend de sa capacité à produire (ou accaparer) un revenu. C'est plutôt la seconde proposition qui s'avère pour nous problématique et qui fonde tout le jugement normatif de l'économie, permettant de postuler l'efficience des marchés. Et c'est à cette deuxième proposition que Marx n'échappe pas puisque l'accumulation du capital reste pour lui le développement des forces productives. Le premier auteur qui attaquera de front la deuxième proposition est sans doute Thorstein Veblen, fondateur de l'école institutionnaliste. Veblen cherche tout simplement à sortir Marx du carcan de la productivité du capital. Il faut toutefois noter que plusieurs disciples de Marx tenteront de mettre en évidence les structures de pouvoir au sein de l'économie, à commencer par Rosa Luxembourg et Lénine qui analyseront l'impérialisme, Hilferding qui montrera la dynamique de concentration monopoliste du capital financier ou encore Baran et Sweezy qui analyseront le capitalisme monopoliste d'État. Mais ces auteurs restent tous imprégnés d'une vision du capital uniquement en termes de moyen de production et restent profondément empêtrés dans une théorie de la valeur-travail [voir l'auto-critique de Sweezy, 1991].

Thorstein Veblen Et La Nature Sociale Du Capital

Pour Veblen [*Theory of Business Enterprise*, 1904], le capital doit être entendu uniquement en termes de capacité de revenus anticipés ("putative earning capacity"). Veblen sépare le monde de l'industrie et le monde des

affaires. Le premier monde est construit sur une logique d'ingénieur, c'est le monde de la productivité visant à maximiser l'output matériel en minimisant l'input matériel. Le monde des affaires est le monde de la rentabilité visant à maximiser les revenus monétaires en minimisant les investissements monétaires. Le capital est un concept d'affaires et non pas un concept industriel. Le corollaire de la productivité du capital n'a plus aucun fondement puisque la source du revenu du capital n'a pas d'incidence sur la détermination de sa mesure.

Veblen rédige sa *Theory of Business Enterprise* [1904] à l'époque du capitalisme sauvage aux Etats-Unis, l'époque des barons-voleurs, et sa démarche doit être contextualisée. Pour Veblen, l'industrie est une espèce de réseau "concaténé" où chaque entreprise de production est dépendante d'autres entreprises du reste du réseau. Le production industrielle se caractérise donc par l'interdépendance entre les différentes industries. Le jeu du baron-voleur, de l'homme d'affaires, est donc de s'immiscer dans les interstices du système industriel concaténé afin de s'approprier des points stratégiques de ce système. Le droit de propriété est un pouvoir sur autrui, c'est un droit de restreindre les autres à accéder aux biens dont ils ont besoin mais qu'ils ne possèdent pas. Avec son pouvoir d'achat, le baron-voleur s'approprie, prend en otage des points stratégiques de l'industrie (l'acier, les chemins de fer, le pétrole) et se voit donc dans une position de "capter une rançon" pour donner accès à sa ressource. Son capital, en tant que capacité de revenus anticipés, correspond donc à ce pouvoir à capter une rançon (ou rente) sur l'ensemble du système industriel. Les faits confirmaient bien la vision de Veblen: si 10 firmes produisant de l'acier était chacune capitalisée à 1M$; le baron-voleur s'amène (en l'occurrence Carnegie), achète chacune des firmes à 1.5M$ payable en actions sur la nouvelle corporation créée uniquement par l'amalgame des 10 firmes et maintenant capitalisée à 25M$. La capacité de production reste inchangée alors que la valeur du capital a plus que doublée. Les moyens de production sont les mêmes, la seule chose qui a changé est le type de contrôle sur les moyens de production (de dix firmes indépendantes à un trust monopoliste). Le pouvoir de monopole de la firme forme donc une sorte de capital intangible sans lien avec la productivité. Pour Veblen, le capital ne correspond plus à la capacité de production mais plutôt au *contrôle sur la capacité de production*. En fait, pour Veblen, le capital possède deux composantes: tangible et intangible. La composante tangible correspond aux moyens de production, à la capacité de production sur la nature, c'est la définition du capital partagée par les économistes depuis Smith. La composante intangible, largement prédominante, correspond au pouvoir donné au propriétaire du capital tangible sur l'ensemble du système industriel et de la société. Puisque ce pouvoir augmente avec la rareté de son capital tangible, *la capacité de revenu du capital augmente donc non pas en maximisant la production de richesses, mais plutôt en maximisant la création de rareté.*

Ainsi, pour Veblen, les firmes ne capitalisent pas que des moyens de production, mais plutôt toute capacité à se procurer un revenu au sein de la sphère de la répartition. Les firmes ne capitalisent pas seulement les actifs de la sphère économique de production (actifs tangibles) mais tout type de réalité institutionnelle, sociale, légale, politique, culturelle, psychologique, religieuse, traditionnelle, technique; bref, tout type de capacité institutionnelle à procurer un revenu. La capitalisation porte donc sur toute forme de pouvoir institutionnel offrant un contrôle, un gain différentiel dans la répartition. Le capital n'est alors plus seulement un concept propre à la sphère économique, au contraire, il s'approprie chacune des sphères sociales, il les mobilise pour en tirer un gain différentiel; le capital s'immisce dans l'ensemble de la réalité sociale de la communauté. Le dépassement analytique que Veblen effectue par rapport aux Classiques et Néoclassiques est donc qu'il réussit à intégrer le pouvoir, toute forme institutionnelle du pouvoir dans l'économie. Pour Veblen, l'analyse économique doit dorénavant appréhender le capital qu'en termes de pouvoir, de capacité à contrôler, accaparer du revenu. *Les analyses classiques et néoclassiques du capital ne sont donc plus que des théories particulières, caractérisées par l'absence de pouvoir, d'une théorie plus générale du capital à même de prendre en compte les jeux de pouvoir derrière la capitalisation.*

En reconstruisant le concept de capital sur une logique de coercition sur autrui et en déconnectant la valeur du capital de sa productivité, Veblen repense complètement la nature même du capital. Chez les Classiques, Néoclassiques et Marxistes, le capital était représenté en tant qu'objet (un moyen de production) avec une productivité et donc une valeur intrinsèque. On avait une conception micro du capital, où l'unité de capital prise isolément, en elle-même et par elle-même, avait sa propre valeur. Pour Veblen, on tombe dans une conception macro du capital. *Le capital n'a plus de valeur en lui-même, sa valeur est déterminée par son articulation à l'ensemble du système économique et social.* Le capital devient donc tout type de pouvoir sur l'ensemble de la société. L'économie ne peut plus être pensée à l'extérieur du politique, puisque toute source de pouvoir devient un actif économique.

L'image des barons-voleurs, par son extrémisme, peut être utile pour interpréter le capitalisme actuel. Elle nous permet de bien mettre en évidence une conception du capital particulièrement riche:

1-Le capital doit être considéré non pas comme un objet avec une valeur intrinsèque mais plutôt dans son articulation avec le reste du système économique et social.

2-Le capital repose sur une logique d'appropriation, sur une logique de captation des revenus et non pas de productivité.

De plus, Veblen amène une vision institutionnelle du marché et de la société. En effet, tous les marchés fonctionnent que dans un réseau d'institutions (rapport salarial, monnaie, cadre juridique, privilèges, etc.), c'est-à-dire dans un système de règles et de contraintes d'origine humaine qui structurent l'interaction politique, économique et sociale. Comme le fait la tradition institutionnaliste, on peut distinguer les contraintes informelles (sanctions, tabous, coutumes, codes de conduites) et les contraintes formelles (constitutions, lois, droits de propriété). Si on considère les agents économiques dans cette structure institutionnelle, leur éventuel pouvoir de marché (ou capacité à capter des revenus) ne tient plus seulement aux conditions strictement économiques mais aussi institutionnelles de l'échange. Le revenu du capital ne dépend donc plus seulement de sa productivité, mais de l'ensemble des structures institutionnelles, humaines, en place.

Dans le cadre institutionnaliste, le capital, en tant que capacité de revenu, doit être entendu en tant que pouvoir institutionnel sur l'ensemble de la structure sociale. Les firmes, en tant que collectifs organisés (going-concern) doivent être comprises comme des pôles de pouvoir qui mobilisent l'ensemble de leur compétence institutionnelle (technique, juridique, culturelle, relations d'affaires) afin de les convertir en pouvoir de captation des revenus. Le marché des capitaux (achats d'actions ou d'obligations) doit donc être perçu comme le marché des formes marchandisées de pouvoir institutionnel. Si cette marchandisation du pouvoir de captation de revenu est claire pour les actions des firmes, il en va de même pour les obligations de l'État; qu'est-ce que l'achat d'une obligation si ce n'est l'appropriation privée d'une partie du pouvoir de taxation de l'État?

Conclusion

La logique des barons-voleurs semble mal s'accorder avec les réalités économiques contemporaines où certains auteurs vont même jusqu'à défendre l'idée d'un capitalisme sans visage [Castells, 2000]. Mais les jeux de pouvoir afin d'accaparer un revenu sont-ils éliminés pour autant? À l'heure du capitalisme de connivence (selon la formule de Stiglitz), à l'heure où des pays comme la Norvège, l'Indonésie ou la Grèce disposent d'un PIB inférieur au chiffre d'affaires de firmes transnationales, à l'heure du commerce intra-firme où plus de 30% du commerce mondial se déroule au sein d'une même unité décisionnelle, à l'heure où l'industrie mondiale la plus rentable depuis 20 ans reste l'industrie pharmaceutique qui capitalisent d'abord et avant tout des brevets, à savoir des droits légaux à réfréner la production et dont les dépenses sont majoritairement constituées de dépenses en marketing (et non pas en recherches et développement comme les lobbys industriels aiment le prétendre), à l'heure où les États défendent à qui mieux-mieux leur industrie

nationale dans un compétitivisme niais instaurant des systèmes règlementaires visant le bien-être des firmes au détriment des populations, à l'heure où on défend sans vergogne que, pour survivre, la nouvelle économie nécessite l'appropriation de nouveaux droits de monopoles, à l'heure où le discours économique est devenu une véritable rhétorique de la dépossession où chacun doit se serrer d'avantage la ceinture pour se soumettre à des contraintes "externes", "incontournables", à l'heure du néo-libéralisme disciplinaire, plus que jamais, il s'agit de questionner les fondements normatifs d'une théorie économique incapable d'appréhender les jeux de pouvoir et la réalité de l'accumulation contemporaine du capital.

Ce que nous avons voulu montrer ici c'est qu'une déconnexion entre capital et productivité ruine la prétention de la supériorité du marché pour assurer le plus grand bien-être pour tous. L'argument normatif essentiel du libéralisme économique s'effondre, ce qui nous permet de réintroduire une approche plus pragmatique à l'encadrement des jeux de l'échange, ce qui nous permet de se redonner les outils nécessaires pour réformer les structures économiques en vue d'un plus grand bien-être des collectivités. En réintégrant la notion de pouvoir au centre de l'analyse économique, la prémisse idéologique du libéralisme économique ne peut plus trouver d'appui théorique. La téléologie normative de l'équilibre de marché concurrentiel optimal pour le bien-être de tous doit rendre son tablier.

Bibliographie

Alain Béraud & Gilbert Faccarello (dir.), *Nouvelle histoire de la pensée économique* (Tome 1: des Scolastiques aux Classiques), Paris, La Découverte, 1992.

Alain Béraud & Gilbert Faccarello (dir.), *Nouvelle histoire de la pensée économique* (Tome 2: des premiers mouvements socialistes aux néoclassiques), Paris, La Découverte, 2000.

Cornelius Castoriadis, "Valeur, égalité, justice, politique; de Marx à Aristote et d'Aristote à nous", in *Les carrefours du labyrinthe*, Paris, Seuil, 1978, pp.325-413.

John Bates Clark [1899], *Distribution of Wealth*, Augustus M. Kelley, New York, 1965.

Pierre Deyon, *Le mercantilisme*, Paris, Flammarion, 1953.

Daniel Diatkine, "Présentation de *La Richesse des Nations*" in Smith [1776].

Ronald Dworkin, "What is Equality? Part I: Equality of Welfare ; Part II: Equality of Resources", *Philosophy and Public Affairs*, 10/3-4, 1981, pp. 185-246, 283-345.

Francis Isidro Edgeworth [1881], *Mathematical Psychics*, Augustus M. Kelley, New York, 1967.

François Fourquet, *Richesse et puissance*, Paris, La Découverte & Syros, 2002.

G. C. Harcourt, *Some Cambridge Controversies in the Theory of Capital*, Cambridge: Cambridge University Press, 1972.

Friedrich Hayek, *La présomption fatale* (*The Fatal Conceit*), Paris, PUF, 1988.

Thomas Hobbes [1652], *Leviathan*, Oxford: Oxford University Press, 1996.

David Hume [1739-1740], *Traité de la nature humaine* (3 tomes), Paris, Flammarion, 1991-1995.

Gérard Jorland, *Les paradoxes du capital*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1995.

Odd Langholm, *Legacy of Scholasticism in Economic Thought; Antecedents of Choice and Power*, Cambridge: Cambridge University Press, 1998.

André Lapidus, *Le détour de valeur*, Paris, Économica, 1986.

Bernard Mandeville [1714], *The Fable of the Bees*, Oxford: Clarendon Press, 1924.

Karl Marx, *Œuvres; Économie* (1&2), Gallimard, Paris, 1965.

Misselden, *The Circle of Commerce; or the Balance of trade*, 1623. Disponible en ligne: www.socsci.mcmaster.ca/~econ/ugcm/3ll3/misselden/circleofcommerce.pdf

Antoine de Montchrestien, *Traicté de l'oeconomie politique* [1615], Paris, E.Plon, Nourrit et Cie, 1889.

Thomas More, *l'Utopie*, 1516. Disponible gratuitement en ligne: www.uqac.uquebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/livres/More_thomas/l_utopie/utopie_Ed_fr_1842.pdf

Thomas Mun, *England's Treasure by Forraign Trade*, 1664. Disponible en ligne: socserv2.socsci.mcmaster.ca/~econ/ugcm/3ll3/mun/treasure.txt

William Petty, *Political Arithmetick*, 1690. Disponible gratuitement en ligne: socserv2.mcmaster.ca/~econ/ugcm/3ll3/petty/poliarith.html

Douglass North, "Institutions", *Journal of Economic Perspectives*, vol. 5 #1, 1991

Maffeo Pantaleoni, *Manuale di Economia Pura*, 1889.

Vilfredo Pareto [1896-1897], *Cours d'Économie Politique*, Genève, Droz, 1964.

Vilfredo Pareto, [1906], *Manuel d'Économie Politique*, Genève, Droz, 1966.

David Ricardo (3rd edition, 1821), *On the Principles of Political Economy and Taxations*, Kitchener: Batoche Books, 2001. Disponible gratuitement en ligne: www.socsci.mcmaster.ca/~econ/ugcm/3ll3/ricardo/Principles.pdf

Joan Robinson, [1953-1954], "La fonction de production et la théorie du capital", in Joan Robinson, (1984) *Contributions à l'économie contemporaine*, Éd. Économica, Paris, pp. 68-81.

Paul Samuelson, "A summing up", in *Quarterly Journal of Economics*, LXXX, 1966, pp. 568-583.

Adam Smith [1759], *The Theory of moral Sentiments*, Indiannapolis: Liberty Fund, 1984.

Adam Smith [1776], *La Richesse des Nations* (2 tomes), Pairs, Flammarion, 1991.

Paul M. Sweezy, "Monopoly Capital twenty-five years after", *Monthly Review*, Vol. 43 #7, Dec 1991, pp. 52-57.

Ramon Tortajada, "La Renaissance de la Scolastique; La Réforme et les théories du droit naturel", in Faccarello & Béraud, 1992, pp.71-94.

Thorstein Veblen [1904], *Theory of Business Enterprise*, Charles Scribner's Sons, New York, 1927.

Léon Walras [1874], *Éléments d'économie politique pure ou Théorie de la richesse sociale*, Économica, Paris, 1988.

Léon Walras [1896], *Études d'Économie Sociale*, Économica, Paris, 1992.

Review:
Multiculturalism and The History of Canadian Diversity& Misconceiving Canada:
The Struggle for National Unity

Donna Schatz

dschatz@yorku.ca

Richard J.F. Day, *Multiculturalism and the History of Canadian Diversity* (: Press, 2000). 288 pp. ISBN 0-8020-4231-7 (hardcover), 0-8020-8075-8 (paper).

Kenneth McRoberts, *Misconceiving : The Struggle for National Unity*(Toronto: Oxford University Press, 1997). 395 pp. ISBN 0-19-5412233-8 (paper).

Richard Day and Kenneth McRoberts provide two very different accounts of contemporary Canadian multiculturalism in their books, *Multiculturalism and the History of Canadian Diversity* and *Misconceiving Canada: The Struggle for National Unity*. Day advocates an abandonment of the discourse on Canadian unity and disputes the very goal of Canadian unity itself. [1] McRoberts, on the other hand, holds firm to the ideal of Canadian unity. He analyzes over three decades of Canadian politics dedicated to national unity and strongly critiques Pierre Trudeau's strategies and their contemporary effect on Canadian politics. [2]

Richard Day distinguishes among three prevalent usages of "multiculturalism" in *Multiculturalism and the History of Canadian Diversity*. They are: *to describe* (construct) a sociological fact of Canadian diversity, *to prescribe* a social ideal, and *to describe and prescribe* a government policy or *act* as a response to the sociological fact and an implementation of the political ideal. In addition, he includes a fourth category of multiculturalism as an *already achieved ideal*. [3] He explains this final category by arguing, "inasmuch as the fact of multiculturalism is conflated with the act, the problem of Canadian diversity is thought to contain its own solution, to be in the process of solving itself, of achieving its own *ideal*". [4] Instead of achieving its purpose, he argues, "this state sponsored attempt to design a nation" paradoxically leads "to an increase in both the number of minority identities and the amount of effort required to 'manage' them". [5] Thus, while Canadian multiculturalism presents itself as a solution to diversity, it really reproduces and proliferates the problem. Day concludes, moreover, that any forms of local autonomy and